



Communiqué de presse le 19 février 2025

Une loi d'orientation agricole régressive

La FNH appelle au rejet du texte lors des votes finaux à l'Assemblée Nationale et au Sénat ainsi qu'à la plus grande vigilance et fermeté quant à la proposition de loi de Laurent Duplomb, examinée au Printemps.

Hier soir, députés et sénateurs ont trouvé un accord en Commission Mixte Paritaire (CMP) sur le texte de loi d'orientation agricole. Nous l'avons déploré depuis des mois, ce texte s'est éloigné progressivement de ses objectifs initiaux, à savoir installer massivement des paysans et accélérer la transition agroécologique. Nous restons consternés par la promotion d'un modèle agricole productiviste dont la situation actuelle (conditions de vie des agriculteurs, impacts environnementaux, résilience, souveraineté) devrait en elle-même suffire à le discréditer et à s'en éloigner.

Selon Thomas Uthayakumar, directeur des programmes et du plaidoyer à la Fondation : "**la copie actuelle trahit les promesses faites aux agriculteurs et à la société civile de fixer un cap** pour répondre aux défis environnementaux et du renouvellement des générations".

- **Alors que ce texte est né de l'urgence à installer de nouveaux agriculteurs, aucun levier concret n'est inscrit dans ce texte.** Pire, la promotion de pratiques intensives est un laisser-passer à l'agrandissement et à la concentration des exploitations. La version finale du texte ne comporte ainsi plus de mention au soutien à l'élevage pâturant mais facilite au contraire la construction et l'agrandissement d'élevages intensifs.
- **Concernant les pesticides, le texte traduit la volonté des sénateurs d'abandonner toute volonté politique de réduire leurs usages,** y compris pour les néonicotinoïdes, alors que leurs effets sur la santé sont documentés et alarmants.

Au milieu d'une longue liste de reculs environnementaux, **la FNH salue seulement le retour des objectifs de développement des surfaces en bio, arrachés de haute lutte après des mois de mobilisation¹.**

Contact presse : Florence Bardin - 06 77 05 06 17 - Email : florence.bardin@agencef.com

¹ En mai 2024, une [lettre ouverte](#) de la société civile avait été envoyée au gouvernement pour déplorer la suppression des objectifs de surfaces en agriculture biologique dans le texte, ce qui avait provoqué consternation de toute part dans l'hémicycle de l'Assemblée quelques jours plus tard, obligeant le gouvernement à rétropédaler. A l'issue de l'examen au Sénat, la suppression de ces objectifs était confirmée avec en parallèle la possibilité de ré-autoriser des pesticides interdits. A l'initiative de la FNH, une autre mobilisation de la société civile a donné lieu à une [tribune](#) et à une [pétition](#) récoltant des dizaines de milliers de signatures en quelques jours seulement, afin d'alerter nos élus.